

Février 2024

Journal du climat

Tous les deux mois, nous classons l'essentiel de la politique et de la science climatiques.

Éditorial	2	Au plus bas : la Norvège autorise l'exploitation minière controversée en eaux profondes	11
Suisse	2	Le nouveau gouvernement polonais s'attaque à la protection du climat	12
La loi CO ₂ reste édentée	2	Moins de greenwashing dans l'UE à partir de 2026	12
Comment la loi sur le changement climatique est-elle mise en œuvre ?	2	Allemagne	12
Encore un vote sur la politique énergétique et une autre initiative sur le climat	3	Le budget est prêt	12
Chaleur record et ses conséquences	3	Les protestations des agriculteurs paralysent les centres-villes	12
2200 décès évitables dus aux particules fines et au dioxyde d'azote	4	Inondations historiques dans le nord de l'Allemagne	13
Doutes sur les réductions volontaires de CO ₂ par l'industrie	4	Une taxe sur le CO ₂ plus élevée et un nouveau refus de l'argent pour le climat	13
L'approvisionnement en électricité toujours en ligne de mire	4	La stratégie du gouvernement fédéral en matière de centrales électriques fait couler beaucoup d'encre	13
L'énergie produite à partir d'hydrogène est-elle propre ?	6	La crise climatique visible	14
Comment la démolition de bâtiments nuit au climat ?	7	Le saut de température de 2023 bat tous les records	14
Extension autoroutière controversée et politique des transports socialement acceptable	7	La fonte des glaciers aux pôles s'accélère énormément	14
Étude Helion sur le comportement environnemental	8	Nouvelles de la science du climat	15
Décisions de la Confédération et des cantons en matière de climat	8	Les menteurs climatiques utilisent de nouveaux récits	15
Politique climatique internationale	8	Les cultures avec plus de variétés réduisent les émissions, augmentent les revenus et les rendements	15
Année électorale mondiale	8	L'élevage en pâturage est pire pour le climat	16
Biden suspend temporairement les autorisations d'exportation de GNL	9	Des idées folles pour la protection du climat	16
La consommation américaine de charbon tombe à un niveau record	9	Vérifier l'intensité de CO ₂ sur la nouvelle carte électrique	17
Les énergies renouvelables se développent, mais pas assez vite	10	Actif contre le désespoir	17
Empreinte climatique militaire	10	Options d'action face à la crise climatique	17
Déforestation rapide dans la région du Cerrado au Brésil	11	Initiative solaire : PV obligatoire pour les nouvelles constructions	17
Politique européenne en matière de climat	11		
Nouvel objectif climatique intermédiaire	11		

Éditorial

L'édition de février s'est elle aussi allongée. Dans ce numéro, nous expliquons en détail comment la loi sur le CO₂ est une occasion manquée de protéger le climat de manière ambitieuse. Et à quel point les approches discutées autour de la promotion des énergies renouvelables sont différentes. Nous expliquons les enjeux mondiaux des élections dans de nombreux pays. Nous attirons l'attention

sur les émissions oubliées du secteur militaire, les records climatiques de 2023 et la fonte rapide des glaciers aux pôles. Nous résumons les nouveaux récits du déni climatique. Nous mettons également en perspective les nouveaux objectifs climatiques de l'UE. Nous présentons des solutions farfelues et indiquons des options d'action face à la crise climatique.

Suisse

La loi CO₂ reste édentée

La loi révisée sur le CO₂ doit fixer pour la période 2025-2030 les instruments avec lesquels la Suisse réduit de moitié les gaz à effet de serre par rapport à 1990, conformément à l'accord de Paris sur la protection du climat. Lors de la session de décembre, le Conseil national a adopté une version un peu moins décourageante que le Conseil des États auparavant. Ainsi, une plus grande partie des réductions d'émissions doit être réalisée à l'intérieur du pays. La construction d'infrastructures de recharge pour les voitures électriques doit être soutenue par les recettes de la taxe sur les carburants. Comme le Conseil des États, le Conseil national veut renoncer à une augmentation de la taxe sur le CO₂ ainsi qu'à une taxe sur les vols en jet privé. Plus d'informations sur [srf.ch](https://www.srf.ch).

Lors de la prochaine session d'hiver (26.2. au 15.3.2024), le Conseil des États traitera pour la deuxième fois de la loi CO₂. Si l'on s'en tient à la volonté de la commission consultative (CEATE), le Conseil des États campe sur ses positions et ne se rallie pas au Conseil national. Le Conseil des États rejette un objectif de réduction en Suisse, ce qui entraînerait encore plus de certificats étrangers. Et il ne veut pas non plus entendre parler d'un soutien financier pour les stations de recharge. Plus d'informations sur [cash.ch](https://www.cash.ch).

Dans la NZZ (paywall), Marcel Hänggi, père de l'Initiative des glaciers, explique pourquoi un objectif national ambitieux doit être ancré dans la loi sur le CO₂. La loi sur la protection du climat (LC), qui a été acceptée par le peuple en été 2023, fixe des objectifs de réduction

concrets à partir de 2031. A partir de cette date, les réductions devront être réalisées dans le pays. Les objectifs ne peuvent toutefois être atteints que si les émissions baissent suffisamment dans le pays dès 2030. Dans le cas contraire, c'est-à-dire en renonçant à un objectif national, les objectifs ne seraient pas atteints et la volonté populaire serait ainsi bafouée, explique Hänggi.

Avant même que le Conseil national et le Conseil des États ne se soient mis d'accord sur la loi révisée sur le CO₂, les Chambres se penchent déjà sur une initiative pour une "nouvelle loi sur le CO₂ légère et efficace". C'est sous ce titre que Gerhard Pfister, président du parti du centre, avait déposé une initiative parlementaire. Elle prévoit une taxe d'incitation sur toutes les émissions de gaz à effet de serre à partir de 2030, donc également sur l'essence et le diesel. En janvier, la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE) du Conseil des États a rejeté de justesse cette intervention. Pour en savoir plus, [cliquez ici](#) et [ici](#) dans le Tages-Anzeiger.

Comment la loi sur le changement climatique est-elle mise en œuvre ?

En été 2023, la loi sur la protection du climat (LC) a été acceptée dans les urnes. Le Conseil fédéral a maintenant présenté l'ordonnance avec laquelle il entend réaliser les programmes d'encouragement prévus à hauteur de 3,2 milliards de francs. Selon le projet mis en consultation, les prescriptions devraient entrer en vigueur début 2025. En ce qui concerne le

soutien au remplacement du chauffage, l'accent doit être mis sur les immeubles collectifs, car l'aide cantonale est trop peu efficace dans ce domaine. Le remplacement des chauffages électriques inefficaces par des systèmes de chauffage renouvelables constitue une deuxième priorité. En revanche, le Conseil fédéral a reporté les mesures visant à permettre à l'administration fédérale de remplir le rôle de modèle exigé par la LC.

En automne déjà, l'[Association suisse pour la protection du climat](#) (qui avait retiré l'initiative sur les glaciers au profit de la loi sur la protection du climat) avait critiqué la lenteur de la mise en œuvre de la loi. Elle craint maintenant que la LC soit édulcorée sur des points centraux.

Encore un vote sur la politique énergétique et d'autres initiative pour le climat

Le peuple sera appelé à se prononcer sur l'introduction de la "loi fédérale sur la sécurité de l'approvisionnement en électricité grâce aux énergies renouvelables" (acte modificateur unique). L'[Alliance Nature & Paysage Suisse](#), l'[Association Paysage Libre Suisse](#) et la [Fondation Franz Weber](#) ont déposé mi-janvier suffisamment de voix pour le référendum. Le [réseau Carnot-Cournot](#), un groupe de réflexion composé de partisans de l'énergie nucléaire, a également récolté des signatures contre la loi.

En automne, le Conseil national et le Conseil des Etats s'étaient mis d'accord sur des objectifs contraignants de développement des énergies renouvelables d'ici 2035 et, en contrepartie, sur un assouplissement de la protection de la nature. Les organisations qui ont récolté les signatures soulignent qu'avec l'acte modificateur unique, l'intérêt pour la construction de grandes installations énergétiques passe systématiquement avant la protection de la nature et du paysage. Cela est en contradiction avec la Constitution. Plus d'informations à ce sujet dans le [Tages-Anzeiger](#) et [ici](#) et [ici](#) (paywall) dans la NZZ. Dans l'[hebdomadaire](#), on peut lire pourquoi les Verts du canton des Grisons estiment que les paysages alluviaux sont ainsi menacés et pourquoi ils rejettent la loi. Dans la [NZZ](#) (paywall), Hans Weiss, pionnier de la protection du paysage et l'une des têtes du comité référendaire, explique pourquoi il combat le décret sur le manteau.

La loi sera soumise au vote le 9 juin. Les partisans avancent d'ores et déjà leurs arguments. L'acte modificatif est une étape essentielle pour un approvisionnement énergétique sûr et renouvelable. Il permet de respecter les objectifs climatiques et garantit des conditions-cadres fiables ainsi qu'une sécurité de planification. Plus d'informations dans la [NZZ](#) (paywall), auprès de la [Fondation suisse de l'énergie](#), du [WWF](#) et de l'[association energie-wende-ja](#).

Il faudra encore attendre environ deux ans avant de voter sur une autre initiative climatique : l'initiative populaire "[pour un avenir](#)" de la [Jeunesse socialiste suisse \(JS\)](#). Les signatures nécessaires ont été déposées début février. L'initiative populaire veut introduire un impôt sur les successions de 50%. L'initiative vise les personnes très fortunées - l'impôt ne doit être prélevé qu'à partir d'un montant exonéré de 50 millions de CHF. Les initiants estiment que cela permettrait de mettre à disposition environ six milliards de CHF par an pour lutter contre la crise climatique et restructurer l'ensemble de l'économie. La dernière votation sur un impôt national sur les successions a eu lieu en 2015. A l'époque, 71% des votants avaient refusé de prélever une taxe de 20% sur les héritages et les donations. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#).

Chaleur record et ses conséquences

En 2023, la Suisse a connu la deuxième année la plus chaude depuis le début des mesures. La température annuelle moyenne a été supérieure de 1,4 degré à celle de la période allant de 1991 à 2020, selon le bulletin climatique 2023 de [MétéoSuisse](#). Par rapport à la période de 1961 à 1990, la température annuelle a augmenté de 2,6 degrés.

La population suisse perçoit les changements climatiques, comme le montre une [enquête de l'Office fédéral de la statistique](#). 41% des personnes interrogées jugent les changements importants, 48% les jugent légers. Les femmes ressentent plus fortement le changement climatique que les hommes.

Le réchauffement climatique a fait monter la limite pluie/neige en Suisse. Au cours des 150 dernières années, elle est montée de 200 à 700 mètres, particulièrement en hiver, écrit le [Tages-Anzeiger](#) (paywall). Entre 1871 et 1900, la limite moyenne pluie/neige en hiver se situait encore à l'altitude des villes de Berne, Bâle ou Zurich. Entre-temps, elle a grimpé jusqu'à l'altitude d'Einsiedeln (883 mètres au-dessus

du niveau de la mer). En été également, les couches d'air se réchauffent jusqu'à des altitudes élevées. Ainsi, l'isotherme zéro degré au-dessus de la Suisse a atteint en août l'altitude record de 5298 mètres. Pour déterminer l'altitude de l'isotherme zéro degré, des ballons météorologiques sont lancés depuis 1954 depuis Payerne. Pour en savoir plus, consultez [MétéoSuisse](#).

Un reportage du NY Times montre comment le réchauffement, la sécheresse croissante en été et la fonte des glaciers affectent l'agriculture de montagne en Suisse ([paywall](#)).

2200 décès évitables dus aux particules fines et au dioxyde d'azote

En Suisse, la pollution de l'air entraîne chaque année la mort de milliers de personnes. Si notre pays respectait les directives actuelles de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en matière de qualité de l'air, plus de 2200 de ces décès pourraient être évités chaque année. Cela correspond à environ 23'850 années de vie perdues. C'est la conclusion [d'un rapport de l'Institut tropical et de santé publique \(Swiss TPH\)](#) commandé par l'Office fédéral de l'environnement. En outre, quelque 9000 cas de maladies pulmonaires chroniques, 5000 cas de démence et 1100 cas d'asthme chez les adultes pourraient être évités chaque année.

L'étude est motivée par le renforcement des directives de l'OMS en matière de qualité de l'air pour les particules fines et le dioxyde d'azote. Les nouvelles valeurs, en vigueur depuis 2021, ont été adaptées sur la base de nouvelles connaissances scientifiques. La Suisse ne les a pas encore mises en œuvre. Les valeurs limites d'immission actuelles de l'ordonnance sur la protection de l'air s'alignent sur les directives de l'OMS de 2005. Les poussières fines proviennent des chauffages au bois dans les ménages, de l'industrie, du trafic motorisé (moteurs à combustion et usure des pneus) et de l'agriculture. Les oxydes d'azote sont générés par les moteurs diesel, l'agriculture (ammoniac) et l'industrie. En 2023, la Commission fédérale de l'hygiène de l'air avait recommandé d'adopter les valeurs indicatives de l'OMS. Selon l'OFEV, il faudra toutefois attendre quelques années avant que cette recommandation soit appliquée. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#).

Doutes sur la réduction volontaire des émissions de CO₂ par l'industrie

Selon la loi sur le CO₂ en vigueur, les entreprises en Suisse qui consomment beaucoup d'énergie peuvent se faire exempter de la taxe sur le CO₂. La condition est qu'elles se fixent un objectif de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre. Or, un [rapport du Contrôle fédéral des finances](#) montre que les objectifs ne sont "pas assez ambitieux". De plus, les mêmes exigences s'appliquent depuis le début de ce régime d'exception, bien que la taxe sur le CO₂ ait été augmentée plusieurs fois dans le même temps. Une réduction de 12% des émissions de CO₂ a été convenue avec les entreprises participantes. Celle-ci a certes été dépassée avec une baisse de 19%. Mais durant la même période, l'ensemble de l'industrie suisse a émis 20% de CO₂ en moins. C'est pourquoi le Contrôle des finances conseille de renforcer les exigences imposées aux entreprises participantes.

Economiesuisse et d'autres associations économiques rejettent cette critique. La réduction de CO₂ de l'ensemble de l'industrie ne tient pas compte du fait que des entreprises ont délocalisé leur production à l'étranger ou l'ont abandonnée. La fermeture de la raffinerie de Collombey, qui a émis beaucoup d'émissions, en est un exemple. Le Contrôle des finances rejette les critiques des associations.

Le constat du Contrôle des finances est également pertinent car, avec la révision de la loi sur le CO₂, toutes les entreprises peuvent désormais participer au programme d'exemption de la taxe. Plus d'informations [ici](#), [ici](#) et [ici](#) ([paywall](#)) dans le Tages-Anzeiger, dans la [NZZ](#) et sur [srf.ch](#).

L'approvisionnement en électricité toujours en ligne de mire

La Suisse veut multiplier par six la production d'électricité à partir du soleil, du vent, du bois et du biogaz d'ici 2035. Des chercheurs des universités de Genève et de Berne ainsi que des EPF de Lausanne et de Zurich ont analysé comment cet objectif peut être atteint. [Leur étude met en évidence trois stratégies](#) permettant de couvrir les besoins futurs en électricité tout en créant des milliers d'emplois. Dans les trois possibilités, l'électricité solaire représente la plus grande part (70-88%). Une variante se concentre sur les sites les plus

productifs et mise davantage sur l'énergie éolienne. Une autre comprend également, dans une plus large mesure, des installations de biomasse. Selon la stratégie, les investissements annuels nécessaires se situent entre 0,5 et 2,1 milliards de francs. La variante avec une plus grande part d'éolien serait la plus avantageuse, celle avec plus de biomasse la plus chère.

A court terme, le Conseil fédéral propose une autre voie pour garantir l'approvisionnement en électricité. Il mise sur des centrales de réserve à combustible fossile. Les contrats que la Confédération a conclus pour des installations à Birr, Cornaux et Monthey courent jusqu'en 2026. Un nouvel appel d'offres est en cours pour la période suivante. Mais l'intérêt des entreprises d'électricité est faible, le risque financier étant trop important. Le Conseil fédéral est maintenant allé dans le sens des entreprises. A l'avenir, les exploitants des centrales de réserve ne devront pas payer eux-mêmes l'étude de projet et les prestations préalables nécessaires ; les coûts seront pris en charge par les consommateurs. Les spécialistes et les activistes du climat soutiennent que les centrales de réserve fossiles sont inutiles et contredisent la loi sur la protection du climat adoptée par le peuple. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#).

Electricité solaire : en 2023, la construction de nouvelles installations photovoltaïques en Suisse s'est encore accélérée. Selon l'[association professionnelle Swissolar](#), 40% de puissance en plus ont été installées par rapport à l'année précédente. Cela permet une production d'électricité d'environ 6 TWh pour l'année en cours, ce qui correspond à environ 10% de la consommation d'électricité en Suisse. La croissance a concerné aussi bien les petites que les grandes installations. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#).

Le développement des installations solaires alpines est moins rapide. Le Parlement a voulu l'accélérer avec l'offensive solaire. Pour obtenir les subventions promises, qui peuvent atteindre 60% des investissements, les installations doivent fournir de l'électricité d'ici fin 2025. Selon une [liste de l'Association des entreprises électriques suisses](#), 54 projets solaires alpins sont en cours de planification. Mais seuls sept d'entre eux ont fait l'objet d'une demande de permis de construire, comme le montre un [aperçu de l'OFEN](#). Depuis 2023, la population des communes d'implantation a approuvé 16 projets de construction,

tandis que plus d'une dizaine de projets ont été rejetés, écrit l'[Aargauer Zeitung](#).

Le ministre de l'énergie Albert Rösti a maintenant déclaré dans le [Tages-Anzeiger](#) que le délai pourrait être prolongé. Il a déclaré qu'on trouverait "certainement une solution pour que les projets puissent être réalisés avec les subventions". Les détracteurs de l'offensive solaire issus de l'UDC sont d'avis qu'une décision du Parlement est nécessaire pour une prolongation.

Trois autres projets solaires ont subi un revers : Les assemblées communales de Surses (GR), Hasliberg (BE) et Albinen (VS) ont rejeté des projets de parcs solaires. A Surses/Savognin, la centrale électrique de la ville de Zurich voulait produire de l'électricité pour 20'000 ménages sur une surface de plus de 90 terrains de football. La [NZZ](#) voit dans ce refus un "symbole des difficultés de la politique climatique suisse" ; plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#). Dans la station de ski d'Hasliberg, une installation était prévue pour 4500 ménages, à Albinen pour 17'000 ménages ; plus d'informations dans le [Bund](#) (paywall), [nau.ch](#) et [energate](#).

Deux projets solaires dans les Grisons ont franchi une étape : aucune opposition n'a été déposée contre les demandes de permis de construire pour les centrales solaires de Klosters et de Laax ; la décision de construire des autorités est attendue pour la fin de l'été, écrit le [Südostschweiz](#) (paywall). En revanche, plusieurs organisations de protection de l'environnement ont déposé une opposition contre l'installation dans la région de Gantrisch (Alp Morgeten) ([Tages-Anzeiger](#), paywall).

Le [Tages-Anzeiger](#) espère que le rejet des projets solaires conduira la Confédération à stopper l'offensive solaire et à développer les installations PV sur les bâtiments existants. Dans la NZZ, Boris Previsic, de l'institut de recherche uranais Kulturen der Alpen, explique pourquoi il estime que les installations solaires alpines sont judicieuses et pourquoi il veut supprimer les petites centrales hydroélectriques afin d'enrayer la perte de biodiversité. Le [Tages-Anzeiger](#) (paywall) montre l'ampleur du potentiel de l'électricité solaire le long des autoroutes.

Le développement de l'énergie hydraulique est également retardé. En ce qui concerne le projet de lac de retenue du Trift, les deux organisations environnementales Aqua Viva et Grimselverein ont déposé un recours contre l'octroi de la concession. Elles argumentent

que la zone entourant le plus grand lac glaciaire naturel de Suisse doit être inscrite à l'inventaire fédéral des zones alluviales d'importance nationale et donc placée sous protection. Plus d'informations dans le [Beobachter](#) et sur [srf.ch](#).

En revanche, l'énergie éolienne doit aller de l'avant. Depuis le 1er février 2024, l'Offensive Energie Eolienne est en vigueur. [Le Conseil fédéral](#) a décidé d'[adapter l'ordonnance sur l'énergie](#) en conséquence. En juin 2023, le Parlement s'était mis d'accord sur la loi fédérale urgente qui accélère les procédures d'autorisation pour les installations éoliennes d'intérêt national (Windexpress). Désormais, ce sont les autorités cantonales qui délivrent les autorisations de construire, et non plus les communes comme jusqu'à présent. Les recours au Tribunal fédéral ne sont plus recevables que pour les questions juridiques d'importance fondamentale. Plus d'informations sur [nau.ch](#).

Comme [le](#) montre [srf.ch](#), onze projets éoliens actuellement en cours de planification et de procédure d'autorisation pourraient bénéficier du Windexpress. S'ils étaient réalisés, ils permettraient d'alimenter en électricité près de 150 000 ménages. Cela correspond à la moitié de l'augmentation visée par le Windexpress. Mais selon les spécialistes de la branche, la loi ne permettra pas de réaliser de nouvelles installations ; les procédures sont encore trop longues.

L'[Association suisse pour un paysage libre](#) veut empêcher que les règles d'autorisation soient simplifiées. Les défenseurs du paysage ont lancé une initiative populaire visant à inscrire dans la Constitution que les "communes concernées et fortement touchées" doivent obligatoirement voter sur les projets éoliens. Une deuxième initiative de l'association demande d'interdire les nouvelles éoliennes prévues en forêt ou à une distance de 150 mètres maximum de la forêt ou de surfaces légèrement boisées. Une clause rétroactive est également prévue : Les installations construites après le 1er mai 2024 et qui ne répondent pas aux nouvelles exigences doivent être démolies. Les associations environnementales comme le WWF et Greenpeace rejettent ces initiatives et craignent un nouveau retard dans la transition énergétique. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#) (paywall) et le [Solothurner Zeitung](#) (paywall). La [NZZ am Sonntag](#) (paywall) dresse le portrait d'Elias Vogt, président de l'association "Freie Landschaft Schweiz".

Les éoliennes représentent un danger pour les oiseaux. Mais quel est l'impact sur les popula-

tions d'oiseaux par rapport à celui des installations d'extraction de pétrole et de gaz ? C'est la question à laquelle répond une nouvelle étude publiée dans "[Environmental Science & Technology](#)", pour laquelle un recensement des oiseaux aux États-Unis entre 2000 et 2020 a été analysé. Durant cette période, l'énergie éolienne et les installations d'extraction de pétrole et de gaz se sont massivement développées. L'étude montre que les nouveaux forages de pétrole ou de gaz réduisent considérablement la population d'oiseaux. En revanche, les chercheurs n'ont constaté aucun effet négatif pour les éoliennes, que ce soit sur la taille des populations d'oiseaux ou sur le nombre d'espèces d'oiseaux présentes. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#).

Les 100'000 signatures requises pour une initiative populaire sur l'énergie nucléaire ont été récoltées. Intitulée "Du courant pour tous, à tout moment (stopper le black-out)", l'initiative vise à lever l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires décidée par le peuple en 2017. L'initiative a été lancée par le [Club suisse de l'énergie](#). Derrière elle se trouve la famille Aegerter avec le milliardaire Daniel, son frère et ses parents. Un portrait de la famille et de son combat pour l'énergie nucléaire est à lire dans la [NZZ am Sonntag](#) (paywall). Le président de l'association-cadre de la branche électrique suisse rejette l'initiative. Une discussion sur le nucléaire n'apporte rien, il faut davantage d'énergie renouvelable, a-t-il déclaré à la [NZZ am Sonntag](#) (paywall). Plus d'informations dans [20 minutes](#).

L'énergie produite à partir d'hydrogène est-elle propre ?

L'hydrogène permet de faire rouler des véhicules et de remplacer directement le gaz naturel et le charbon dans les processus industriels qui nécessitent une énergie importante. L'Europe veut promouvoir cette source d'énergie, la Suisse cherche à se connecter à un réseau d'hydrogène transnational. Ainsi, l'exploitant du gazoduc suisse, Flux Swiss, veut utiliser son réseau pour l'hydrogène. Une demande en ce sens a déjà été déposée auprès de l'UE, rapporte la [NZZ](#). Swiss Flux demande que la Confédération et l'UE participent aux investissements nécessaires à la conversion.

Mais cette technologie comporte des risques, comme l'explique [Anthony Patt, professeur à l'ETHZ pour la protection et l'adaptation au changement climatique](#), dans un article. Pour la production d'hydrogène vert, la variante la

plus propre, on utilise de l'énergie renouvelable. Ce processus est toutefois très inefficace. Lorsque l'hydrogène est utilisé pour produire de la chaleur ou de l'électricité, plus de la moitié de l'énergie utilisée est perdue. Une utilisation directe de l'électricité, par exemple par des pompes à chaleur dans le secteur du bâtiment, est donc beaucoup plus efficace. Si l'hydrogène est produit à partir de gaz naturel, il présente un mauvais bilan climatique. Mais les capacités de production d'hydrogène vert dépendent directement de la quantité d'électricité renouvelable disponible. "Nous devrions tous être prudents avec l'hydrogène", exige le professeur de l'ETH, "et ne l'utiliser que là où il n'y a pas de meilleures alternatives". Il s'agit avant tout de processus industriels nécessitant des températures très élevées, mais pas du secteur du bâtiment ou des voitures. Plus d'informations dans la [NZZ](#) (paywall). [Follow the Money](#) raconte comment les lobbyistes ont vendu l'hydrogène comme solution aux personnalités politiques européennes.

Comment la démolition de bâtiments nuit au climat

Année après année, des milliers de maisons sont démolies en Suisse, et la tendance est à la hausse. Cela n'a pas seulement des conséquences sociales, mais aussi écologiques. Le [magazine en ligne Republik](#) et le [réseau de recherche "Correctiv"](#) réalisent une série à ce sujet. Elle montre que les nouvelles constructions de remplacement (démolition et reconstruction d'un bâtiment) réduisent certes les besoins en énergie et les émissions de gaz à effet de serre lors de l'exploitation des bâtiments. Mais en même temps, les nouvelles constructions nécessitent de grandes quantités de matériaux de construction, dont la production requiert beaucoup d'énergie et de ressources, ce que l'on appelle l'énergie grise. De plus, la démolition de bâtiments existants génère des quantités considérables de déchets : Le bâtiment et le génie civil sont responsables de plus de 80% de la production totale de déchets en Suisse. Un tiers des émissions de CO₂ d'un bâtiment sont dues à la construction, deux tiers à l'exploitation. Sur la base de projets de construction concrets, il est calculé que la rénovation de bâtiments existants est rentable d'un point de vue écologique.

Extension controversée de l'autoroute et politique des transports socialement acceptable

L'[Association Transports](#) et Environnement (ATE) et l'[association Umverkehr](#) ont déposé un référendum contre l'extension de l'autoroute. Lors de la session d'automne 2023, le Parlement avait approuvé 5,3 milliards de francs pour élargir certains tronçons de l'A1 à six ou huit voies. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#) et sur [srf.ch](#).

Indépendamment de la votation attendue cet été ou cet automne sur l'extension de l'autoroute, le Parlement a déjà décidé que d'autres étapes d'extension devraient suivre. Après le Conseil national, le [Conseil des Etats](#) a également [approuvé](#) en décembre [une motion](#) visant à élargir l'A1 à au moins six voies sur toute sa longueur entre Berne et Zurich et entre Lausanne et Genève. Le ministre des transports Albert Rösti a parlé "d'un signal pour l'avenir". Le Parlement décidera des différents projets d'extension et le peuple également, si un référendum est à nouveau lancé contre les décisions. Plus d'informations sur [srf.ch](#) et [nau.ch](#).

Au 30 septembre 2023 - l'[Office fédéral de la statistique](#) choisit toujours cette date de référence - 6,45 millions de véhicules routiers motorisés circulaient en Suisse. Les trois quarts d'entre eux sont des voitures de tourisme. Cela correspond à une augmentation d'environ 40'000 unités par rapport à l'année précédente. Si les véhicules supplémentaires étaient alignés pare-chocs contre pare-chocs, on obtiendrait une colonne de 175 km de long. Le nombre de nouvelles immatriculations a augmenté de 12% pour atteindre 256'000. Dans un cas sur cinq, il s'agissait d'une voiture purement électrique. Les véhicules hybrides rechargeables (hybrides plug-in) ont représenté 9% de toutes les nouvelles immatriculations.

Que faut-il pour que la politique climatique soit socialement acceptable ? C'est ce que montre [Caritas Suisse dans une prise de position sur les transports](#). Si une taxe sur le CO₂ devait être introduite sur l'essence et le diesel, une grande partie des recettes devrait être redistribuée à la population. Les personnes à bas revenus seraient ainsi récompensées pour leur comportement respectueux du climat. Pour soutenir les ménages financièrement plus faibles, Caritas suggère la création d'un

fonds social climatique. Celui-ci pourrait être alimenté par les recettes des systèmes d'échange de quotas d'émission ou par un éventuel mobility pricing. Il faudrait en outre introduire des tarifs sociaux pour les transports publics afin que les personnes en situation financière précaire puissent profiter des offres respectueuses du climat. A cet égard, la [CarteCulture](#) de Caritas pourrait servir de justificatif.

Étude Helion sur le comportement environnemental

Dans quelle mesure les Suisses estiment-ils que leur comportement est respectueux du climat ? Qu'est-ce qui les empêche de vivre de manière plus écologique ? Et où faut-il mettre l'accent dans la politique climatique ? Les réponses sont fournies par une [étude de l'institut de recherche Sotomo](#). L'entreprise solaire Helion, une filiale de l'importateur automobile AMAG, a commandé cette enquête représentative auprès de 3000 personnes. Elle montre que la population veut plus de rapidité dans les mesures contre le changement climatique et pour la mise en œuvre du tournant énergétique. Les énergies renouvelables comme l'éolien et le solaire sont développées trop lentement.

La majorité des personnes interrogées (56%) estime qu'elles se comportent de manière plus respectueuse du climat que le reste de la population suisse. Les personnes âgées de 18 à 35 ans ont une empreinte CO₂ plus importante que le reste de la population. Cela s'explique par le fait que les jeunes prennent en moyenne nettement plus l'avion. Plus d'informations à ce sujet dans le [Tages-Anzeiger](#) et sur [srf.ch](#).

Décisions de la Confédération et des cantons en matière de climat

Les consommateurs doivent être informés si des denrées alimentaires ont été importées par avion. C'est ce que demande une [initiative parlementaire](#). Les fruits, les légumes, le poisson et la viande seraient concernés. Le transport aérien de denrées alimentaires a une forte empreinte environnementale. L'organisation environnementale WWF et la Fondation pour la protection des consommateurs saluent l'obligation de déclaration. Elle est rejetée par la CI Commerce de détail, qui représente les intérêts de Migros, Coop et Denner. Les petits commerçants sont également contre ; ils craignent une charge administrative supplémentaire. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#).

Depuis début février, le [célèbre modèle climatique et météorologique ICON](#) est à la disposition de toutes les personnes intéressées sous une licence "open source". Cela a été rendu possible par une équipe de recherche d'Allemagne et de Suisse avec la participation de l'Empa. Ils souhaitent ainsi rendre la science plus transparente et déclencher de nouvelles impulsions dans la recherche.

Le conseil municipal de Zurich veut capturer et stocker le CO₂ des boues d'épuration. Cela doit contribuer à ce que la ville atteigne la neutralité climatique d'ici 2040. Il est prévu de sécher et d'incinérer les boues d'épuration. Le CO₂ qui en résulte doit être filtré, liquéfié et transporté vers le nord de l'Europe pour y être stocké à long terme dans le fond marin. Le conseil municipal et les électeurs décideront des investissements nécessaires de 35 millions de francs et des coûts annuels de 14 millions de francs. La nouvelle installation devrait être mise en service dès 2028. Plus d'informations sur [srf.ch](#) et dans la [NZZ](#).

Politique climatique internationale

Année électorale mondiale

Plus de 40 pays, dans lesquels vit environ la moitié de la population mondiale - dont les États-Unis, l'Inde et l'Afrique du Sud - vont élire leurs dirigeants cette année. Voici l'essentiel en ce qui concerne la politique climatique :

États-Unis et Royaume-Uni : la politique climatique en jeu

Les républicains et les démocrates sont très éloignés les uns des autres en ce qui concerne la crise climatique. Alors que le président Biden a signé la principale loi américaine sur le climat, l'[Inflation Reduction Act](#), l'ancien président Trump, qui sera très probablement le

candidat républicain, a fait sortir les États-Unis de l'accord de Paris. Les républicains ont préparé une stratégie globale intitulée Projet 2025 si Trump récupère la Maison Blanche. Le plan prévoit d'annuler les lois sur le climat et de stimuler la production de combustibles fossiles. Plus d'informations dans le Guardian.

Le climat pourrait également jouer un rôle dans les élections en Grande-Bretagne. Ils sont devenus un point de discorde central entre le parti travailliste et le parti conservateur au pouvoir, qui est à la traîne dans les sondages. Le Premier ministre Rishi Sunak a supprimé certaines des mesures les plus ambitieuses de la politique climatique du pays. Plus d'informations sur le Guardian et sur Carbon Brief.

Inde, Indonésie et Afrique du Sud : l'avenir du charbon

En Afrique du Sud, les élections pourraient influencer la rapidité avec laquelle le pays se tourne vers les énergies renouvelables. Un affaiblissement de la position de force de l'African National Congress (ANC) au pouvoir pourrait accélérer le développement des énergies renouvelables. L'actuel ministre de l'énergie - l'un des leaders les plus puissants du parti - défend farouchement l'utilisation du charbon dans le pays. De nombreux électeurs sont en colère contre l'ANC parce qu'il n'est pas en mesure de gérer une crise énergétique.

Les élections en Indonésie et en Inde semblent laisser moins de place à l'alternance. L'actuel Premier ministre Narendra Modi sera probablement réélu et pourra poursuivre sa politique favorable au charbon.

En Indonésie, aucun des candidats à la présidence n'a présenté de plan de transition vers les énergies renouvelables. Le pays est de loin le plus grand exportateur de charbon au monde.

Mexique, Venezuela et Russie : du pétrole sur le bulletin de vote

La campagne présidentielle de Claudia Sheinbaum au Mexique est un exercice d'équilibre entre la protection du climat et la dépendance de son pays au pétrole. L'actuelle maire de Mexico est certes une climatologue, mais elle est aussi une protégée de López Obrador, dont le gouvernement tente de renforcer le rôle du secteur pétrolier. Sheinbaum, considérée comme la favorite des élections de juin, a promis de s'engager pour la protection du climat. On ne sait toutefois pas dans quelle

mesure l'héritage pétrolier d'Obrador influencera sa politique.

L'industrie pétrolière figure également sur les bulletins de vote au Venezuela et en Russie, où elle donne de la force aux dirigeants autoritaires. La réélection de Vladimir Poutine - et son désintérêt pour la protection du climat - semble inéluctable.

Le Venezuela a certes libéré cinq prisonniers politiques en octobre, mais le principal candidat de l'opposition n'est toujours pas autorisé à se présenter. Cela peut paraître contradictoire, mais investir dans le secteur pétrolier vénézuélien pourrait contribuer à l'assainir. L'industrie pétrolière publique est dans un état désastreux et n'est pas en mesure de respecter les mesures de sécurité minimales, avec des conséquences désastreuses pour l'environnement. Plus d'informations dans le New York Times (paywall).

Biden stoppe temporairement les autorisations d'exportation de GNL

L'administration Biden a temporairement suspendu les autorisations d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL). Elle prévoit de prendre en compte l'impact sur le climat lors du nouvel examen. Le représentant de la Maison Blanche pour le climat, Ali Zaidi, a indiqué que la décision de la COP28 sur les combustibles fossiles et les voix des jeunes étaient les principales raisons de cette décision.

Cette décision concerne le projet controversé Calcasieu Pass 2, qui permettrait aux États-Unis, déjà premier exportateur de gaz naturel au monde, d'expédier encore plus de gaz naturel liquéfié à l'étranger. Les militants pour le climat se battent depuis des mois contre ce projet sur la côte de Louisiane.

Le gouvernement Biden est également critiqué par les activistes climatiques qui s'opposent à l'approbation du projet de forage Willow en Alaska et du pipeline Mountain Valley en Virginie occidentale. Plus d'informations dans le New York Times (paywall).

La consommation américaine de charbon tombe à un niveau record

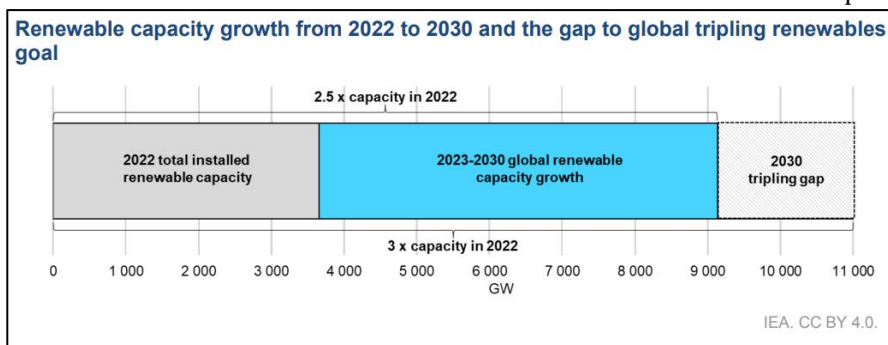
Les émissions de gaz à effet de serre ont diminué de 1,9 % aux États-Unis en 2023. La raison principale est la baisse des émissions de char-

bon, qui ont diminué d'environ 8 %. Les compagnies d'électricité ont fermé plus d'une douzaine de centrales à charbon et les ont remplacées par du gaz naturel ainsi que par de l'énergie éolienne et solaire. La baisse des émissions est bien en deçà de ce qui serait nécessaire. Pour le reste de la décennie, les émissions annuelles doivent diminuer plus de trois fois plus vite qu'en 2023 afin d'atteindre l'objectif climatique du pays pour 2030. Plus dans le New York Times (paywall).

Les énergies renouvelables se développent, mais pas assez vite

Selon le dernier rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'expansion des énergies renouvelables a atteint un nouveau record en 2023, avec près de 510 GW. Par rapport à 2022, ce volume a doublé. La croissance a été principalement tirée par l'expansion en Chine, mais aussi en Europe, aux États-Unis et au Brésil. Le photovoltaïque a représenté les trois quarts de l'augmentation totale.

Avec les mesures existantes (un scénario de l'AIE qui ne suppose aucune mesure supplémentaire, mais qui met en œuvre toutes les mesures convenues jusqu'à présent), près de 3700 GW de nouvelles capacités seront ajoutées entre 2023 et 2028 (dont 60% seraient créés en Chine). C'est à peu près autant que toutes les capacités renouvelables existantes



en 2022. Si ce rythme est maintenu jusqu'en 2030, la capacité mondiale en énergies renouvelables sera multipliée par 2,5 d'ici 2030. C'est beaucoup, mais pas assez pour respecter l'objectif de triplement convenu à Dubaï.

Parmi les nombreux défis, l'AIE cite le manque d'investissements dans les infrastructures de réseau, ce qui entraîne des goulets d'étranglement dans le réseau. De plus, il y a un manque de possibilités de financement abor-

dables dans les pays émergents et en développement en dehors de la Chine.

Le rapport Global Energy Monitor montre que l'énergie solaire et éolienne dans les pays d'Asie du Sud-Est a connu une croissance de 20% en 2023. La région atteindra assez certainement son objectif de produire 35% de son électricité à partir d'énergies renouvelables d'ici 2025, voire le dépassera. Le Vietnam fait figure de pionnier et dispose de plus de deux fois la capacité solaire et éolienne de tous les autres pays d'Asie du Sud-Est réunis. Malgré cette augmentation rapide, la demande en électricité croît encore beaucoup plus vite. Par conséquent, les capacités en combustibles fossiles de la région sont toujours en croissance.

Empreinte climatique militaire

De nombreux médias ont fait état d'un nouveau rapport selon lequel les 60 premiers jours de la guerre israélienne dans la bande de Gaza, en réponse à l'attaque du Hamas du 7 octobre, ont généré des émissions de CO2 équivalentes à la combustion d'au moins 150 000 tonnes de charbon. Cela met en évidence une lacune importante dans les accords sur le climat.

Les émissions de gaz à effet de serre causées par les guerres et le secteur militaire sont toujours largement ignorées. Dans les derniers rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) - qui totalisent plus de 8 000 pages - le secteur

militaire est mentionné exactement trois fois et aucune information n'est disponible sur l'ampleur de ces émissions militaires.

Selon une estimation datant de 2022, l'armée est l'un des plus gros consommateurs de combustibles fossiles au monde et est responsable,

selon les estimations, de 5,5 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Il s'agit probablement d'une sous-estimation, car les grandes armées telles que la Chine, l'Arabie saoudite, la Russie et Israël ne fournissent pas de rapports sur leurs émissions, tandis que d'autres (par exemple, les pays de l'UE) n'en fournissent qu'une partie.

Les émissions militaires à l'étranger sont exclues du protocole de Kyoto de 1997 et également de l'accord de Paris de 2015 - au motif que les données sur la consommation d'éner-

gie des armées pourraient menacer la sécurité nationale.

Des scientifiques et des groupes environnementaux veulent augmenter la pression sur l'ONU et forcer les armées à publier toutes leurs émissions et à mettre fin à l'exemption de longue date. Plus d'informations sur [Reuters](#), [Scientists for Social Responsibility](#), [EC-DPM](#) et [Die Zeit](#).

Déforestation rapide dans la région du Cerrado au Brésil

La déforestation dans le Cerrado brésilien a augmenté de 43% l'année dernière. Cette immense savane tropicale joue un rôle important dans le stockage du CO₂ et dans le régime des

eaux en Amérique du Sud. Selon les données du gouvernement brésilien, plus de 7 800 km² ont été déboisés l'année dernière. Cela correspond à la superficie des cantons de Berne et de Zurich réunis. C'est un revers pour le président Lula qui, depuis son entrée en fonction en janvier dernier, s'est engagé à réduire la destruction de la forêt tropicale.

L'optimisme en Amazonie s'estompe, car Lula s'éloigne de ses priorités climatiques et fait avancer les plans d'une autoroute asphaltée à travers le cœur de l'Amazonie occidentale. Les routes accélèrent massivement la déforestation. Une étude publiée en novembre estime que la construction de la route asphaltée augmenterait la déforestation de 60% d'ici 2100. Plus dans le [Financial Times](#) (paywall).

Politique climatique européenne

Nouvel objectif climatique intermédiaire

La Commission européenne veut réduire d'ici 2040 un total de 90% des gaz à effet de serre par rapport à 1990. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de l'UE exige une réduction des émissions au moins équivalente, idéalement de 95%. L'organisation faîtière de nombreuses associations environnementales au niveau de l'UE, [CAN Europe](#), exige même 100%. Entretemps, une opposition se forme sur la manière de mettre en œuvre l'objectif - par exemple sur le rôle du captage, de l'utilisation et du stockage du CO₂ (voir [Euractiv](#)). Le think tank [Climate Analytics](#) qualifie l'objectif 2040 d'insuffisant, car l'objectif de réduction pour 2030 n'est pas augmenté. Cela serait nécessaire pour respecter l'objectif de 1,5 degré. En outre, les experts critiquent le fait que l'abandon nécessaire des énergies fossiles n'est pas pris en compte de manière adéquate et que la réduction effective des émissions sans le secteur "utilisation, changement et foresterie des terres" n'est que de 84% d'ici 2040. Pour en savoir plus, consultez le site de la [Commission européenne](#).

Au plus bas : la Norvège autorise l'exploitation minière controversée en eaux profondes

Le Parlement norvégien a approuvé les plans du gouvernement visant à faire de la Norvège le premier pays au monde à autoriser l'exploitation minière très controversée en eaux profondes sur une surface plus grande que la Grande-Bretagne. Ainsi, des matières premières, principalement des métaux rares comme le cobalt et le manganèse, seront à l'avenir exploitées sur les fonds marins de la mer de Norvège, sous prétexte de protéger le climat (les matières premières sont notamment utilisées pour la décarbonisation).

Proposed Norwegian deep-sea mining area



Source: Norwegian Petroleum Directorate and Norwegian government

BBC

Source : [BBC](#)

L'UE et la Grande-Bretagne ont actuellement interdit cette pratique, rapporte la [BBC](#). 120 hommes et femmes politiques européens ont adressé une lettre ouverte aux décideurs norvégiens afin d'attirer leur attention sur les risques pour l'environnement, la nature et le climat. La Norvège change ainsi de feuille de route. En 2018, le gouvernement du pays appelait encore, dans le cadre du High Level Panel for a Sustainable Ocean Economy, à une protection minutieuse des mers et déclarait vouloir gérer de manière durable toutes les surfaces maritimes de sa zone d'influence d'ici 2025. Plus d'informations sur [Nature](#).

Le nouveau gouvernement polonais s'attaque à la protection du climat

Ces dernières années, la Pologne, dirigée par le parti national-conservateur PiS, s'est régulièrement distinguée par une politique énergétique et climatique rétrograde. Désormais, le nouveau gouvernement, une large alliance autour de Donald Tusk, soutient le nouvel objectif climatique pour 2040 conformément aux recommandations du Conseil européen du climat d'au moins 90% de réduction des gaz à effet de serre par rapport à 1990. Plus d'infor-

mations sur [Politico](#). Le succès du nouveau gouvernement polonais en matière de protection du climat et de transition énergétique sera visible dans les mois à venir. [Clean Energy Wire](#) fournit à ce sujet une analyse détaillée des objectifs et des défis.

Moins de greenwashing dans l'UE à partir de 2026

Le Parlement européen a approuvé le règlement interdisant à partir de 2026 les "allégations vertes", c'est-à-dire les désignations telles que "neutre pour le climat" ou "respectueux de l'environnement" basées sur la compensation. Une méthode souvent utilisée pour prétendument compenser les émissions de CO2 consiste à planter des arbres, sans que des critères spécifiques tels qu'un monitoring soient mis en place. L'interdiction est principalement motivée par le fait que la publicité avec ces désignations est trompeuse et induit les consommateurs en erreur. À l'avenir, les produits ne pourront porter ces mentions que s'ils ont été certifiés par un système fiable tel que l'[écolabel européen](#). Plus d'informations sur le site [du Guardian](#) et du [BEE](#).

Allemagne

Le budget est prêt

Après une lutte acharnée, le Bundestag s'est mis d'accord début février sur le budget fédéral 2024. Les lacunes de financement pour les mesures de protection climatique ont été le point crucial. Suite à un jugement de la Cour constitutionnelle fédérale, les fonds initialement prévus pour la lutte contre la pandémie de Covid-19 ne pouvaient pas être utilisés pour la protection du climat, de sorte qu'il a fallu chercher de nouveaux moyens de financement. Le gouvernement fédéral a notamment pu se mettre d'accord pour augmenter la taxe sur les billets d'avion pour les vols de transit et pour imposer des conditions plus strictes au "Bürgergeld". Le budget fédéral, qui s'élève désormais à 477 milliards d'euros, comprend des investissements de plus de 70 milliards d'euros et un nouvel endettement de 39 milliards d'euros, rapporte le [Tagesschau](#).

Le frein à l'endettement souvent évoqué est respecté. Le budget doit encore être approuvé

par les Länder au Bundesrat. Les partis de l'Union, la CDU et la CSU, ont toutefois retardé son adoption. Plus d'informations auprès du [gouvernement fédéral](#). L'[Alliance climatique allemande](#), organisation faîtière de nombreuses associations environnementales et sociales, critique le "budget d'austérité" et demande une nouvelle réglementation du frein à l'endettement afin de transformer l'économie.

Les protestations des agriculteurs paralysent les centres-villes

Une partie des plans d'économie du gouvernement fédéral prévoyait de supprimer les avantages fiscaux en vigueur depuis des décennies pour le "diesel agricole" - des subventions pour l'utilisation du diesel dans l'agriculture. Cela a déclenché début janvier des protestations massives des agriculteurs dans toute la République fédérale (voir [RBB24](#)). Ils

étaient des milliers à protester avec leurs tracteurs dans de nombreux centres-villes et sur les autoroutes pour le maintien de l'allègement fiscal lié aux énergies fossiles. Cela a entraîné des problèmes de circulation à grande échelle. Malgré les protestations, le gouvernement fédéral va supprimer progressivement cet avantage fiscal d'ici 2026 (voir [Handelsblatt](#)). De nombreux groupes de droite et d'extrême droite s'étaient également mêlés aux agriculteurs (une analyse à ce sujet chez [Correctiv](#)). Entre-temps, le [parquet](#) enquête sur des soupçons de coercition après que des manifestants aient empêché le ministre de l'Économie Habeck de quitter un ferry au cours d'un voyage privé.

Inondations historiques dans le nord de l'Allemagne

Dans le nord de l'Allemagne, les inondations le long des grands fleuves comme la Weser et l'Elbe ne sont pas rares. Mais des inondations telles que celles qui se sont produites autour de la nouvelle année n'ont jamais été d'une telle ampleur, a souligné le ministre-président de Basse-Saxe, Stephan Weil (SPD). Il y voit les conséquences de la crise climatique croissante (voir [Zeit Online](#)). Cette région située au nord-ouest de l'Allemagne a été particulièrement touchée. Les inondations ont été provoquées par de fortes précipitations persistantes. Depuis le début des relevés météorologiques, aucun mois de décembre n'a été aussi pluvieux dans le nord de l'Allemagne. On a mesuré près de 45% de précipitations en plus que d'habitude, écrit le [ministère de l'environnement](#) de Basse-Saxe. La [chaîne de télévision NDR](#) a préparé des photos de l'ampleur de la catastrophe ainsi que des données et des faits.

Une taxe sur le CO2 plus élevée et un nouveau refus de l'argent pour le climat

Dans le cadre du compromis sur le budget fédéral, le prix [du CO₂](#) augmentera de cinq euros de plus que prévu initialement. Depuis le 1er janvier 2024, une taxe de 45 euros par tonne est prélevée sur la consommation de matières premières fossiles (mazout, gaz naturel, essence et diesel), contre 30 euros auparavant. Cela génère des recettes supplémentaires et doit inciter davantage à passer à des technologies respectueuses du climat. En contrepartie, la discussion a porté sur l'utilisation de l'argent climatique comme remboursement

du prix du CO₂ dans les secteurs du bâtiment et des transports. Il incombe au ministre des Finances Lindner de mettre au point un mécanisme permettant de verser l'argent climatique. En tout état de cause, aucun remboursement des recettes n'est actuellement prévu dans le budget. Lindner a de nouveau souligné qu'il était peu probable que l'argent du climat puisse être versé au cours de la législature actuelle. Plus d'informations sur [RP online](#). [Greenpeace](#) a entre-temps fait sensation avec une action et demande, avec d'autres [associations environnementales et sociales](#), que les citoyens soient soulagés par l'argent du climat.

La stratégie du gouvernement fédéral en matière de centrales électriques fait sensation

La coalition « feu tricolore » a pu se mettre d'accord début février sur la [stratégie](#) tant attendue en matière de [centrales électriques](#). Les plans du ministre de l'Économie Habeck ont été fortement limités. Au lieu des 24 gigawatts initialement prévus, il est désormais prévu de construire 10 gigawatts de nouvelles centrales au gaz naturel, qui devront être converties à l'hydrogène vert entre 2035 et 2040. Celles-ci seront principalement réservées aux périodes de pointe, c'est-à-dire lorsque la demande d'électricité est particulièrement élevée et que les énergies renouvelables ne suffisent pas à la couvrir. L'objectif déclaré du gouvernement fédéral est de produire idéalement 100% de l'électricité à partir de sources renouvelables d'ici 2035. Les sociétés d'exploitation de ces centrales à gaz reçoivent de l'argent de l'Etat si elles retiennent des capacités de production - de fait, ces centrales seront à l'arrêt la plupart du temps. Sur les 20 prochaines années, les coûts sont estimés à [16 milliards d'euros](#). L'UE doit encore approuver ces plans. Si les groupes énergétiques saluent cette stratégie, elle suscite l'inquiétude des [associations environnementales](#). Une partie de la stratégie consiste à autoriser à l'avenir le "Carbon Capture and Storage" (CCS), c'est-à-dire le captage et le stockage du CO₂, par exemple dans les fonds marins, pour le gaz naturel fossile. Les associations environnementales s'y opposent. Elles craignent les lock-in fossiles (la dépendance aux matières premières fossiles) et les dommages causés à la nature. Et elles estiment que la réalisation des objectifs climatiques est menacée. Une évaluation de la stratégie est disponible sur le site [de Klimareporter](#).

La crise climatique visible

Le pic de température en 2023 bat tous les records

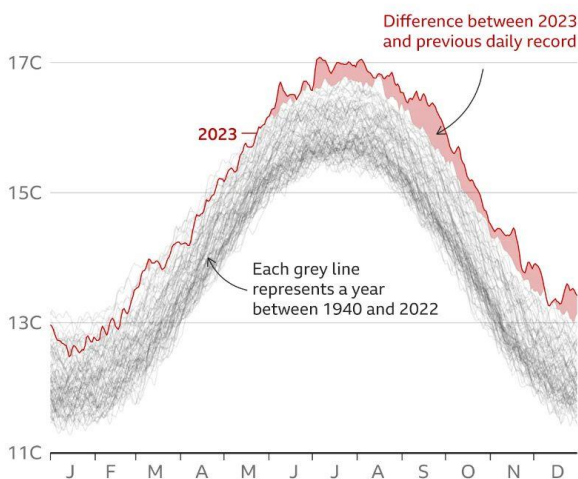
2023 a été de loin l'année la plus chaude depuis le début des relevés il y a environ 150 ans. Les températures sur la Terre ont été en moyenne de 1,48 degré plus élevées qu'à l'époque préindustrielle, montrent les analyses de [Copernicus](#), le service climatique de l'UE. Le précédent record de 2016 a été dépassé de 0,14 °C à 0,17 °C. Le mois de janvier 2024 a également été plus chaud que jamais ([axios.com](#)).

Source : BBC

[CarbonBrief](#) a rassemblé les données les plus récentes sur les océans, l'atmosphère et la

Global temperatures at record levels in 2023

Daily global average air temperature, 1940-2023



Source: ERA5, C3S/ECMWF

BBC

température de surface de la Terre. Voici les principaux résultats :

- En 2023, les températures se situaient entre 1,34 °C et 1,54 °C au-dessus des valeurs préindustrielles.
- Entre juin et décembre, des records de température ont été battus chaque mois dans le monde entier.
- Le mois de septembre a battu de 0,5 °C le précédent record pour ce mois.
- Il s'agit de la première année où la température moyenne mondiale des terres a dépassé de plus de 2 °C le niveau préindustriel.
- Dans 77 pays - dont la Chine, le Brésil, le Bangladesh, l'Allemagne, le Japon, le Mexique, la Corée du Sud et l'Ukraine - cette année a été la plus chaude depuis le

début des relevés. Ces pays comptent 2,3 milliards d'habitants, soit environ 30% de la population mondiale.

- En 2023, les températures moyennes mondiales à la surface des océans étaient pour la première fois supérieures de plus de 1 °C aux valeurs préindustrielles.
- Le niveau de la mer a atteint un niveau record. Depuis 1900, il a augmenté de 20 centimètres ; au cours des trois dernières décennies, la hausse s'est nettement accélérée.

L'ampleur du réchauffement a surpris les climatologues. "Ce que nous avons vu en 2023 dépasse toutes les dimensions", déclare Gavin Schmidt, du Goddard Institute for Space Studies de la Nasa, à titre représentatif. "Ce qui s'est passé l'année dernière est sans précédent et nous inquiète". Les chercheurs sont en train de décrypter les causes de ce saut de température. Il s'agit notamment de l'augmentation des gaz à effet de serre (ils ont atteint un pic en 2023), du phénomène météorologique El Niño, de l'éruption du volcan Hunga Tonga et également de la faible émission de soufre par l'industrie navale et de la réduction des émissions d'aérosols en général. Plus d'informations dans le [Guardian](#), le [NY Times](#) (paywall) et le [Tages-Anzeiger](#) (paywall).

En 2023, le réchauffement s'est rapproché de la limite haute fixée par l'accord de Paris sur le climat, à savoir 1,5 °C. Certes, l'accord ne définit pas explicitement le dépassement de l'objectif climatique, mais le Conseil climatique de l'ONU et de nombreux experts considèrent cet objectif comme une moyenne sur 20 ans. Si la valeur est dépassée au cours d'une année, cela ne signifie pas que l'objectif n'a pas été atteint. Néanmoins, ce record de température confirme que la politique climatique actuelle a échoué et qu'une nouvelle approche est nécessaire. Plus d'informations dans [Foreign Policy](#) (paywall).

La fonte des glaciers aux pôles s'accélère énormément

Dans le dernier journal climatique, nous avons déjà parlé en détail de la fonte des glaciers aux pôles. Les glaciers du Groenland rétrécissent aujourd'hui deux fois plus vite que dans les années 1980, comme le montre une nouvelle étude publiée dans [Nature Climate Change](#).

Depuis 2000, les températures dans l'Arctique ont également augmenté deux fois plus vite que la température moyenne mondiale.

Une nouvelle étude montre que la calotte glaciaire du Groenland perd en moyenne 30 millions de tonnes de glace par heure. C'est 20 % de plus que ce que l'on pensait jusqu'à présent. Il s'agit de la première étude qui a également déterminé le recul des glaciers sous la surface de l'océan. Les techniques utilisées jusqu'à présent n'ont pu déterminer que les pertes de glace qui se retrouvent dans l'océan et font monter le niveau de la mer. Elles ne pouvaient toutefois pas expliquer le recul des glaciers, qui se trouvent déjà en grande partie sous le niveau de la mer dans les fjords étroits entourant l'île.

Les auteurs craignent que l'eau douce supplémentaire qui s'écoule dans l'Atlantique Nord ne menace la stabilité de la circulation atlantique.

tique. Une partie de ce système de circulation est le Gulf Stream, si important pour le climat européen. Il transporte de l'eau chaude vers les côtes européennes. L'eau douce dilue l'eau de surface de la mer, diminue la salinité et donc la densité de l'eau. En raison de cette densité plus faible, l'eau descend plus lentement en profondeur, où elle redescend vers le sud. Or, c'est précisément ce mouvement d'abaissement qui est un moteur décisif de la circulation atlantique, qui perd déjà en force. Selon une étude publiée il y a quelques années, elle est actuellement plus faible qu'au cours des 1600 dernières années. Cela pourrait également réduire la capacité des océans à absorber le CO₂, car la circulation transporte les eaux de surface riches en CO₂ vers les eaux profondes. Plus d'informations sur le Groenland dans le Guardian et Klimareporter. Le Guardian propose un bon article de synthèse sur la situation dans l'Antarctique.

Nouvelles de la science du climat

Les négationnistes climatiques utilisent de nouveaux récits

Le négationnisme climatique sur YouTube a radicalement changé ces dernières années, comme le montre une nouvelle étude du Center Countering Digital Hate. Les chercheurs ont recueilli les transcriptions de plus de 12 000 vidéos YouTube liées au climat, publiées entre 2018 et 2023.

Dans le passé, le déni s'est concentré sur deux fausses affirmations : "Le réchauffement climatique n'a pas lieu" et "L'homme n'est pas responsable du réchauffement climatique et du changement climatique".

Les récits négationnistes actuels se concentrent sur trois points : 1) "Les solutions climatiques ne fonctionneront pas", 2) "La science du climat et le mouvement climatique ne sont pas fiables", 3) "Les effets du réchauffement climatique sont bénéfiques ou inoffensifs". En 2018, ces schémas narratifs ne représentaient encore « que » 35 % de toutes les contributions des négationnistes sur YouTube. Aujourd'hui, ils en représentent la grande majorité (70 %).

Les négationnistes du climat ont accès à un vaste public mondial via des plateformes numériques. Ils peuvent ainsi affaiblir de plus en plus le soutien public aux mesures de protec-

tion du climat, en particulier chez les jeunes spectateurs. Une enquête du Pew Research Center a révélé que YouTube est la plateforme de médias sociaux la plus utilisée aux États-Unis par les jeunes de 13 à 17 ans.

Environ un tiers des jeunes américains pensent que le réchauffement climatique est "utile ou inoffensif", que "la politique climatique fait plus de mal que de bien". Ils pensent également que "la science du climat et le mouvement climatique ne sont pas fiables" et que le changement climatique est "une escroquerie destinée à contrôler et à opprimer les gens". 45% des garçons adolescents ont déclaré que "les politiciens exagèrent l'urgence de la politique climatique". Et 34% de tous les adolescents et 23% des adultes américains ont déclaré : "La Terre entre dans une nouvelle ère glaciaire". Pour en savoir plus, consultez le communiqué de presse du CCDH dans cette étude publiée dans Nature.

Les grandes cultures avec plus de variétés réduisent les émissions, augmentent les revenus et rendements

En combinant la culture des céréales avec d'autres produits de récolte, les rendements pourraient être augmentés de près de 40%. En même temps, près de 10% de carbone en plus

serait séquestré dans le sol et les émissions nettes de gaz à effet de serre seraient réduites de plus de 90%. Ces résultats étonnants proviennent d'une grande expérience de terrain de six ans dans la Grande Plaine du Nord de la Chine, une région qui couvre 70% des terres arables du pays et produit 23% des céréales. Il s'agit de l'une des régions les plus intensivement cultivées au monde.

Les chercheurs ont notamment testé l'ajout de patates douces et de légumineuses comme les arachides et le soja. La diversification des variétés cultivées dans la région permettrait d'augmenter la production de céréales de 32%, et grâce aux légumineuses fixant l'azote, le besoin en engrais synthétiques serait réduit de 3,6 millions de tonnes.

Les agriculteurs des plaines du nord de la Chine pourraient compenser près de 6% des émissions annuelles de gaz à effet de serre du pays rien qu'en cultivant davantage de plantes différentes. En outre, les agriculteurs gagneraient en moyenne 20% de plus. Pour en savoir plus, consultez [Anthropocene Magazine](#) et [Nature Communications](#).

Le pâturage est pire pour le climat

Les bovins élevés en pâturage représentent 33% de la production mondiale de viande bovine. Une nouvelle étude montre que les animaux nourris à l'herbe ont une empreinte climatique nettement plus élevée que ceux qui sont nourris avec des aliments concentrés. Les auteurs n'ont pas seulement pris en compte les émissions liées à la production de fourrage, les émissions de méthane des vaches et les émissions liées à la production directe. Ils ont également pris en compte le "coût d'opportunité du CO₂" : le CO₂ qui a été perdu lors de la conversion d'un habitat naturel (par ex. la forêt) en pâturages. Selon l'étude, ces coûts représentent plus de la moitié de l'empreinte. Elle est en moyenne 40% plus importante que celle de la viande d'animaux nourris avec des aliments concentrés.

Le pâturage sur des sols compactés, érodés et surfertilisés est particulièrement néfaste. Les sols suisses ne sont pas non plus en bon état. De nombreuses études démontrent que tous les types de viande de bœuf et de produits laitiers sont plus nocifs pour l'environnement que les alternatives végétaliennes. Si l'on renonçait à la viande et que l'on renaturait les pâturages, il serait possible de stocker davantage de CO₂.

Malgré la clarté des études, les groupes de viande et de produits laitiers n'hésitent pas à commercialiser leurs produits comme étant respectueux du climat. Des groupes comme [McDonald's](#), [Tyson Foods](#) et [Nestlé](#) se sont fixés des objectifs climatiques ambitieux, sans pour autant vouloir réduire de manière significative leurs ventes de viande et de produits laitiers. Parallèlement, ces grandes entreprises mènent un lobbying intensif et souvent très efficace pour influencer la législation agricole et climatique. Pour en savoir plus, consultez le [Washington Post](#) et [Anthropocene Magazine](#).

Des idées folles pour la protection du climat

De plus en plus de personnes prennent conscience des grands dangers de la crise climatique. De plus en plus de scientifiques et de start-up bricolent donc des solutions dignes de la science-fiction.

Les scientifiques sont très préoccupés par l'état des pôles, comme le montre une nouvelle approche d'un groupe de glaciologues. Ils proposent de construire de gigantesques "rideaux" sous-marins afin d'empêcher l'eau de mer chaude d'accélérer la fonte. Certains scientifiques doutent de la faisabilité de ce projet et affirment que la géo-ingénierie dans l'Antarctique pourrait nuire à l'écosystème marin. Les partisans affirment toutefois que "toutes les idées de géo-ingénierie sont folles, jusqu'à ce que l'on pense à ce qui pourrait se passer si nous ne faisons rien". Plus d'informations sur [Nature](#) (paywall).

Un groupe d'astronomes et de physiciens mène des recherches sur un parasol géant dans l'espace. Celui-ci doit être placé entre la Terre et le Soleil de telle sorte qu'environ 2% du rayonnement solaire n'atteigne jamais la Terre. Les scientifiques veulent maintenant construire un prototype afin de tester la faisabilité du concept. Le parasol, qui devrait être à peu près aussi grand que l'Argentine, ne pourrait pas être lancé en tant qu'unité unique en raison de son poids immense, mais il faudrait construire un réseau de petits parasols. Plus d'informations dans le [New York Times](#) (paywall).

Un autre groupe veut trouver une solution contre les proliférations d'algues de plus en plus fréquentes. Le grand tapis d'algues brunes qui se forme régulièrement dans le Golfe du Mexique offre refuge et nourriture aux animaux marins. Mais les proliférations d'algues ont perdu leur équilibre. En raison du réchauf-

fement climatique, les pluies s'intensifient et entraînent des inondations plus fréquentes. L'humus et l'eau riche en nutriments issus de l'agriculture intensive sont ainsi emportés vers la mer. Durant l'été 2018, le tapis d'algues s'étendait de la côte ouest de l'Afrique jusqu'au Golfe du Mexique sur 8000 kilomètres et comprenait environ 20 millions de tonnes d'algues sargasses. Les tapis d'algues se décomposent dans la mer ou s'échouent sur les côtes où elles pourrissent. Comme les algues contiennent des métaux lourds, notamment de l'arsenic, elles ne peuvent pas être utilisées comme engrais ou aliments. Mais les tapis d'algues stockent beaucoup de CO₂, selon les estimations, 3 millions de tonnes. Des chercheurs et une start-up veulent désormais collecter les algues à l'aide de robots et les stocker au fond de la mer à 2000-4000 m de profondeur. Plus d'informations dans le [Guardian](#) et le [Tages Anzeiger](#) (paywall).

On craint souvent que les projets de géo-ingénierie détournent l'attention des mesures de protection du climat plus importantes et plus réalistes. Une nouvelle [étude](#) montre qu'il est peu probable que le fait de parler de géo-ingénierie dans le discours public conduise au rejet de mesures plus larges de protection du climat. Mais la question reste de savoir quelle est l'influence de l'opinion publique dans les décisions relatives à la géo-ingénierie. Souvent, les intérêts particuliers sont plus influents, [craint l'un des auteurs de l'étude](#). Plus d'informations dans le [magazine Anthropocene](#).

Vérifier l'intensité en CO₂ sur une nouvelle carte électrique

Un [site web très cool](#) montre l'intensité en CO₂ de la production d'électricité dans les différents pays européens.

Actif contre le désespoir

Options d'action face à la crise climatique

Dans le [magazine en ligne Republik](#), l'écrivaine, historienne et activiste américaine Rebecca Solnit dresse une liste de dix suggestions sur la manière dont nous pouvons aborder la crise

Initiative solaire : PV obligatoire pour les nouvelles constructions

Produire des installations PV là où l'on a le plus besoin d'énergie. C'est ce que veut l'initiative solaire du parti des Verts. Elle demande l'obligation d'installer des panneaux solaires sur les nouveaux bâtiments. Sur les bâtiments existants, de l'électricité devra être produite dans les 15 ans suivant l'acceptation du projet. L'initiative populaire sera bientôt lancée. Les personnes qui souhaitent la soutenir dès maintenant peuvent s'inscrire en tant que sympathisant(e) en cliquant [sur ce lien](#).

climatique avec espoir : Parce que les révolutions prennent du temps, mais qu'elles se produisent parfois beaucoup plus rapidement que prévu. Et aussi parce que l'échec peut être étonnamment fructueux. Son dernier livre, "[Not Too Late](#)", s'adresse aux personnes qui cherchent des réponses et des possibilités d'action face à la crise climatique.

Merci et salutations chaleureuses de la part d'Anja, Thomas et Sebastian !

N'hésite pas à faire suivre le journal climatique. Si tu n'es pas encore sur la liste de distribution, tu peux t'abonner ici :

<https://bit.ly/Klimazeitung>